

#68 Été 2018

global

Plaidoyer pour un monde juste

AGENDA 2030 DE L'ONU :

**Pas de développement
sans lutte
contre les inégalités**



Grande entrée en scène... d'une Suisse frileuse.

La Suisse fera sa grande entrée en scène le 17 juillet : au siège de l'ONU à New York, où l'Agenda 2030 de développement durable a été adopté voilà trois ans, elle fera rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de cet agenda. La communauté internationale attend son compte rendu avec intérêt, car la Suisse s'était distinguée lors des négociations de l'Agenda 2030 en encourageant un développement durable planétaire avec beaucoup d'énergie. Depuis lors, elle a, à maintes reprises, demandé avec insistance aux autres États de produire des analyses détaillées et autocritiques sur la mise en œuvre de l'agenda en question.

Or, voilà que la Suisse est apparue récemment sous un jour peu flatteur auprès des Nations unies. Agissant seul, le conseiller fédéral Cassis a en effet formulé des critiques sur la politique menée par l'ONU au Proche-Orient. New York est désormais d'autant plus intéressée à voir comment, sous la houlette de son nouveau ministre des affaires étrangères et du développement, la Suisse se positionne sur le développement durable de la planète.

Intitulé « Dans quelle mesure la Suisse est-elle durable ? », le rapport des ONG suisses qui paraîtra le 3 juillet devrait susciter un vif intérêt. Profitant d'un large soutien, la plateforme de la société civile Agenda 2030 y donnera sa propre évaluation critique des progrès accomplis par la Suisse dans la mise en œuvre de cet important projet d'avenir.

Le Conseil fédéral voulait en fait adopter au début juin déjà le rapport officiel d'avancement de la Suisse sur l'Agenda 2030. Sa publication différée laisse supposer un désaccord fondamental entre les départements compétents sur le contenu du rapport. Il est désormais clair

qu'on ne peut plus y compter avant l'échéance rédactionnelle du présent éditorial, fixée au 15 juin.

Il se murmure que ce rapport officiel ne comprendrait que quelques pages et que cette brochure sur papier glacé passerait sous silence l'ensemble des lacunes et des défis de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Cela provoquerait une intervention embarrassante devant l'ONU et donnerait un mauvais exemple aux États qui prennent encore moins au sérieux que la Suisse la lutte contre la pauvreté, les inégalités, l'exclusion et les dommages écologiques.

On avait espéré et prévu un rapport dans lequel la Suisse ferait son autocritique sur son retard en matière de développement durable. Pour déceler les lacunes de la mise en œuvre de l'Agenda 2030, l'administration fédérale avait pourtant procédé à une large consultation de l'économie, de la science et de la société civile. Les analyses et recommandations d'un groupe d'accompagnement de haut niveau devraient entretemps avoir fini au vieux papier au Conseil fédéral.

La lecture de notre magazine « global » dans sa nouvelle livrée sera sans doute bien plus captivante que ledit le rapport du Conseil fédéral. Comme jusqu'ici, « global » s'engage pour une Suisse défendant un monde juste. Nous vous souhaitons donc une lecture aussi stimulante qu'agréable !



Mark Herkenrath
directeur d'Alliance Sud

POINTS FORTS

RUEDI WIDMER

5

MIS EN IMAGES

« Signes d'inégalité » de Rodrigo Abd

6

AGENDA 2030

« Le débat sur les inégalités est politiquement des plus sensibles ».

8

AGENDA 2030

La durabilité au centre du pouvoir ?

13

ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS

Oui, il arrive que la Suisse bouge parfois !

14

POLITIQUE FINANCIÈRE ET FISCALE

Rediriger les flux

18

COMMERCE ET INVESTISSEMENTS

Cuba et sa dette envers la Suisse

21

TOUR D'HORIZON

25

INFODOC

Les bibliothèques, moteurs du changement

26

IMPRESSUM

global – Plaidoyer pour un monde juste
paraît quatre fois par an.

Le prochain numéro paraîtra début octobre 2018.

Éditeur :

Alliance Sud
Communauté de travail Swissaid, Action de Carême,
Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas, Eper

1, Av. de Cour CH-1007 Lausanne

T +41 21 612 00 95

F +41 21 612 00 99

global@alliancesud.ch

www.alliancesud.ch

Médias sociaux :

www.facebook.com/alliancesud

www.twitter.com/AllianceSud

Rédaction : Daniel Hitzig (dh), Laurent Matile (lm)
T +41 21 612 00 98

Iconographie : Nicole Aeby

Graphisme : Bodara GmbH Büro für Gebrauchsgrafik, Zurich

Impression : s+z : gutzumdruck, Brigue

Tirage : 1 500

Prix au numéro : Fr. 7.50, **Abonnement annuel :** Fr. 30.– ,
Abonnement étudiant(e)s : Fr. 20.– , **Abonnement de soutien :**
min. Fr. 50.–

Prix publicité / encartage : voir site internet

Photo de couverture : Des jeunes défavorisés ont trouvé du travail
dans la branche IT à Nairobi, au Kenya, suite à leur formation par
l'ONG californienne Samasource. Sven Torfinn/Panos.

ALLIANCE SUD : QUI SOMMES-NOUS ?

Président

Bernard DuPasquier,
Directeur, Pain pour le
prochain

Direction

Mark Herkenrath
(directeur),
Kathrin Spichiger
(membre de la direction)

Monbijoustr. 31,
Case postale, 3001 Berne
T +41 31 390 93 30
F +41 31 390 93 31
mail@alliancesud.ch

Bureau de Lausanne

Isolda Agazzi, Laurent
Matile, Mireille Clavier
T +41 21 612 00 95
F +41 21 612 00 99
lausanne@alliancesud.ch

Bureau de Lugano

Lavinia Sommaruga
(membre de la direction)
T +41 91 967 33 66
F +41 91 966 02 46
lugano@alliancesud.ch

POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Agenda 2030

Sara Frey
T +41 76 388 93 31
sara.frey@alliancesud.ch

Coopération au développement

Eva Schmassmann
T +41 31 390 93 40
eva.schmassmann@alliancesud.ch

Politique financière et fiscale

Dominik Gross
T +41 31 390 93 35
dominik.gross@alliancesud.ch

Environnement et climat

Jürg Staudenmann
T +41 31 390 93 32
juerg.staudenmann@alliancesud.ch

Commerce et investissements

Isolda Agazzi (membre de la
direction)
T +41 21 612 00 95
isolda.agazzi@alliancesud.ch

Entreprises et droits humains

Laurent Matile
T +41 21 612 00 98
laurent.matile@alliancesud.ch

Médias et communication

Daniel Hitzig
T +41 31 390 93 34
daniel.hitzig@alliancesud.ch

INFODOC

Berne

Dagmar Aközel, Joëlle Valterio,
Emanuel Zeiter, Simone Decorvet
(en congé)

T +41 31 390 93 37
dokumentation@alliancesud.ch

Lausanne

Pierre Flatt (membre de la
direction), Nicolas Bugnon,
Amélie Vallotton Preisig
T +41 21 612 00 86
documentation@alliancesud.ch

Ça piétine en vue de la ligne d'arrivée

La mise en œuvre de l'accord climatique de Paris se trouve face à un risque le blocage. En décembre 2018, lors de la COP24 à Katowice en Pologne, le règlement de cet accord historique doit être approuvé. Mais les négociations intersession à Bonn piétinent en vue de la ligne d'arrivée, selon la société civile. Le résultat le plus concret obtenu est un accord sur une nouvelle ronde de négociations préparatoires à Bangkok. La raison de cette (quasi) impasse est la perte de confiance mutuelle entre les pays riches et les pays pauvres : La Suisse et d'autres pays occidentaux insistent sur des règles universellement applicables en termes de réduction des émissions, alors que les pays en développement attendent enfin des engagements concrets concernant le financement climatique. A chaque round de négociations, les pays riches cherchent de manière encore plus « créative » à se soustraire à leur engagement portant sur 100 milliards USD. Les pays les plus pauvres – qui sont les plus affectés par l'accroissement galopant du changement climatique – risquent de perdre patience, alors qu'ils



COP24 · KATOWICE 2018
UNITED NATIONS CLIMATE CHANGE CONFERENCE

figurent parmi les plus faibles émetteurs de gaz à effet de serre par habitant. Pourquoi devraient-ils se soumettre à des niveaux de réduction des émissions fastidieux et coûteux, alors que les pays riches – comme la Suisse dans le cadre de la révision de sa loi sur le CO₂ – ne sont pas prêts à réduire leurs émissions polluantes avec la détermination nécessaire ? JS

Zéro pétrole. Zéro gaz. Zéro charbon.

« Le cœur de la solution du problème climatique est simple, mais pas facile », écrit le journaliste scientifique Marcel Hänggi dans son dernier livre au titre évocateur « Zéro pétrole. Zéro gaz. Zéro charbon. » Pour mettre fin au réchauffement de la planète, il faut laisser les combustibles fossiles dans le sol. Hänggi s'est départi de la traditionnelle position distanciée du journaliste et prépare, avec une équipe, une initiative populaire (dont le titre est encore à définir) sur la politique climatique. Son ouvrage contient une esquisse de cette initiative, qui, en fin de compte, ne demande rien d'autre que la mise en œuvre de l'Accord de Paris à laquelle la



Suisse s'est engagée de manière contraignante. Outre les chiffres déplaisants, le livre présente les alternatives possibles. C'est encourageant de pouvoir cheminer sur une voie prometteuse pour la planète ! CL
Null Öl. Null Gas. Null Kohle.
Wie Klimapolitik funktioniert. Ein Vorschlag.
Rotpunktverlag, Zürich 2018. 223 pages.
22 CHF

Faire connaître l'Agenda 2030

Près de trois ans après leur adoption, les Objectifs de développement durable (ODD) restent peu connus du grand public. Les attrayants pictogrammes des Global Goals (p. 13) n'y changent rien. L'Agenda 2030 reste pour beaucoup – et pas seulement en Suisse – un agenda abstrait et technocratique pour experts. Il a fallu plusieurs années avant que les gens prennent conscience des objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU, prédécesseurs des ODD. Il ne manque pourtant pas d'exemples prometteurs qui expliquent comment l'Agenda 2030 doit être raconté pour que le message passe. Deux sites internet – en anglais et en français – démontrent que la discussion

sur la bonne approche narrative est plus avancée que chez nous. Leap manifesto esquisse ce qu'il faut pour que le Canada devienne un pays durable ; il incite les gens à devenir actifs dans des groupes

the leap

de travail pour s'engager dans la grande transformation. Les sites comme Beautiful solutions (UK) – « nous rassemblons les stratégies les meilleures et les plus contagieuses pour créer un monde plus juste, démocratique et résilient » – sont des sources d'inspiration bien au-delà de leurs pays d'origine. Les étincelles sont là. Combien de temps faudra-t-il pour que le feu prenne ? DH

La durabilité:
un apprentissage
perpétuel.



Les agendas 2019
ne seront en vente que
quelques mois avant fin 2018.

Plus tard:



Le photographe Rodrigo Abd (42) a débuté sa carrière comme photographe de presse dans sa ville d'origine, Buenos Aires, en Argentine. Dès 2003, il a travaillé pour l'agence Associated Press au Guatemala, d'où il a couvert l'actualité politique, mais aussi les catastrophes naturelles en Amérique centrale et latine, ainsi que dans les Caraïbes. Il a par la suite travaillé en Afghanistan, en Libye et en Syrie. En 2013, il a obtenu le prix Pulitzer de la photographie d'actualité (Pulitzer Prize for Breaking News Photography) pour ses reportages en Syrie.

Le travail présenté ici date de 2017 et porte le titre « les temps de l'inégalité ». Ce travail a été effectué au Pérou, pays dans lequel Rodrigo Abd vit actuellement. Le professeur de droit Wilfredo Ardito, qui étudie le racisme à l'Université pontificale catholique de Lima, a commenté ce travail comme suit : « La publicité au Pérou présente un monde idéal du bonheur, dans lequel les hommes sont pour la plupart blancs et dont les non-blancs ont disparu. »



La pub pour les bâtonnets de glace ne va pas cibler les 14,4% de la population qui gagnent moins de deux dollars par jour.



Une publicité pour une crème solaire à proximité des quartiers pauvres.





Le long de la Panaméricaine au sud de Lima, une publicité chante les louanges d'un déodorant. Photos : Rodrigo Abd / AP / Keystone

L'Agenda 2030 est en quelque sorte une Constitution mondiale : il perçoit le monde comme une entité interdépendante sur les plans politique, social et sociétal. Les pays riches et les pays pauvres partagent en conséquence, de façon égale, la responsabilité de l'avenir de la planète. Interview de Sara Frey et Dominik Gross.

« Le débat sur l'inégalité est politiquement des plus sensibles. »



Sabin Bieri étudie les thématiques de l'inégalité, de la pauvreté et de la durabilité au Centre pour le développement et l'environnement (CDE) de l'Université de Berne. Photo : Daniel Rihs/13 Photo

global: Dans quelle mesure les actuels ratios sociaux des inégalités s'opposent-ils à un développement social et écologique durable de la planète ?

Sabin Bieri : L'analyse de l'inégalité prend en compte les rapports de force mondiaux, alors que la lutte contre la pauvreté reste possible sans ébranler ces derniers. Par rapports de force, j'entends les influences politiques tout à fait concrètes. L'inégalité croissante est préoccupante, car elle est aussi bien la cause que la conséquence de la détermination des rapports politiques par ceux qui occupent le sommet de la pyramide des richesses. Si nous entendons faire avancer l'Agenda 2030, une véritable participation est requise. Dans les conditions politiques actuelles, nous ne parviendrons pas à mettre en œuvre l'Agenda 2030.

Comment cette inégalité politique et économique transparait-elle dans les institutions multilatérales majeures ?

La question n'est pas facile. Selon moi, c'est à l'échelon national qu'on lutte le mieux contre les inégalités. Ce problème se pose aussi dans l'optique de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 : nous disposons d'un agenda planétaire, mais ses succès s'évalueront à l'aune des mesures prises au niveau des États nationaux ; ce sont avant tout les gouvernements nationaux qui assument cette responsabilité. Un examen plus minutieux des ratios nationaux des inégalités montre que la richesse s'est fortement déplacée vers les particuliers. Et cela vaut tant pour les pays dits en développement que pour les nations industrialisées. Les États ont toujours moins de ressources financières, d'où la perte de leur capacité d'action. Cette réalité est en contradiction avec le concept de l'Agenda 2030 qui engage avant tout les États et leurs gouvernements. Au cours des dernières décennies, des institutions multilatérales comme la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou le Fonds monétaire international (FMI) ont aussi pris une part active, politiquement parlant, à une telle évolution. Entre-

temps, la Banque mondiale et le FMI se sont bel et bien engagés sur le plan rhétorique à lutter contre les inégalités sociales. Mais quand on observe l'activité concrète de la Banque mondiale par exemple, force est de constater qu'elle en reste au plan rhétorique.

Plus concrètement, qu'est-ce que la Banque mondiale fait faux ?

Elle dit certes qu'elle accorde désormais la priorité aux 40% de la population mondiale la moins favorisée et à la lutte contre la pauvreté. Aussi a-t-elle déplacé

ses statistiques de la pauvreté relative vers la pauvreté absolue. Mais l'approche systémique fait toujours défaut. Il faudrait donc considérer l'ensemble de la répartition mondiale des richesses. Il ne suffit pas de vouloir extirper 20 ou 40 % de la population mondiale la plus démunie de la pauvreté. On devrait en fait se poser la question de savoir comment répartir plus équitablement la richesse dans le monde. Des questions dérangeantes se posent, comme celle-ci : quelle concentration de richesse est acceptable pour nous, dans l'hémisphère nord ?



Production de Quinoa dans l'Altiplano bolivien. Photo : James Morgan/Robert Harding/Keystone



Café d'Attapeu, une province éloignée au sud-est du Laos, à la frontière avec le Vietnam et le Cambodge. Photo : G.M.B. Akash/Panos

Quand on parle de la richesse du Nord, on doit toutefois être conscient que la relative égalité de la répartition des richesses dans l'Europe de l'après-guerre, donc entre 1950 et les années 1970, est une phase historique et géographique ayant valeur d'exception. Auparavant et par la suite, les inégalités ont toujours été plus marquées tant en Europe que dans le reste du monde - et le sont toujours.

Quel est le rôle du système fiscal mondial dans la redistribution du capital de l'État vers les particuliers ?

Le cas est clair s'agissant de la fiscalité : l'histoire récente montre une tendance claire en direction de l'abandon des systèmes fiscaux progressifs, lesquels imposaient plus fortement les grandes fortunes privées et les bénéfices des en-

treprises, pour des modèles bien moins « redistributifs ». Cette évolution a fortement restreint la capacité d'action des États. Elle a aussi créé davantage d'inégalité. Dans le débat sur l'inégalité, on fait la distinction entre « pre-distribution » et « re-distribution », donc entre la distribution et la redistribution. On conçoit aisément que la question fiscale entre dans la deuxième catégorie. C'est sans aucun doute un des instruments politiques les plus forts pour créer davantage d'égalité au sein des sociétés. À l'inverse, cet outil est des plus fragiles car tous les instruments de redistribution sont systématiquement exposés au risque d'une annulation consécutive à des décisions politiques. Les mesures de distribution, les « pre-distributional-measures » en anglais, sont à

mon avis plus efficaces. Ces mesures veillent dès le départ à ce que la richesse créée soit répartie aussi équitablement que possible et à ce que des inégalités matérielles ne soient pas engendrées du tout.

À quoi pensez-vous concrètement ?

Par exemple au salaire minimum ou au plafonnement des hauts salaires. Le large accès à une formation de qualité et l'encouragement politique de représentations des travailleurs entrent aussi dans ce cadre. On s'aperçoit que de telles mesures sont plus stables que les mesures fiscales justement. Examinons un exemple à ce sujet, tiré du contexte américain : la ville de Seattle, aux États-Unis, ne prélève pas d'impôts sur les bénéfices des sociétés, mais impose uniquement

#68 Été 2018

On achoppe déjà sur l'expression « petites paysannes » : il ne s'agit pas seulement des petites paysannes mais aussi, dans une large mesure, des travailleurs agricoles. Les premières possèdent du terrain, les seconds exercent un travail rémunéré dans l'agriculture. Nous analysons les facettes de la culture du quinoa en Bolivie. C'est un produit en vogue depuis quelques années, car il répond idéalement à l'évolution de nos habitudes alimentaires. Jusqu'en 2015 environ, son prix atteignait des niveaux vertigineux sur le marché mondial. Mais les prix se sont ensuite effondrés. Une vieille histoire se répète ici : de nombreuses agricultures de pays en dévelop-

Dans l'ensemble des pays que nous étudions, la question de l'inégalité se concentre résolument sur celle de la propriété foncière. Quiconque possède des terres est en principe dans une position de négociation toujours bien plus enviable. La question de savoir quel accès la population a à la terre, comment la propriété foncière est distribuée, joue un rôle capital. Les gens qui ont un peu de terre ne doivent pas travailler dans des conditions abominables, pour un salaire de misère, dans une plantation de café. Elles ont le choix entre autosuffisance ou travail rémunéré. Au Laos, sur le Plateau des Bolovens où nous nous intéressons à la culture du café, nous constatons qu'un hectare à un hectare et demi de terrain suffit pour mener une vie décente. Les personnes qui ont le choix ne prennent pas le chemin de l'usine, mais cultivent leur propre café et le vendent à des intermédiaires à plus ou moins bon prix. Les ouvriers d'usine en revanche travaillent en tant que saisonniers dans la transformation du café, car ils s'en sortent tout juste en plaine en travaillant dans les rizicultures. Pendant la période des récoltes, on voit donc pousser des quartiers de cabanes temporaires autour des usines. Les ouvriers qui y sont embauchés agissent toujours par nécessité : ils s'y rendent parce qu'il faut justement payer un enterrement, parce que les enfants iront bientôt à l'école ou parce que ces personnes ont tout simplement faim. Une réelle amé-



Sabin Bieri en discussion avec Sara Frey et Dominik Gross. Photo : Daniel Rihs/13 Photo

l'ioration des bases d'existence ne réussit en pareil cas que si un membre de la famille émigre.

L'Agenda 2030 semble souffler l'esprit de l'économie sociale de marché. Sur la base de vos recherches dans les pays cités, diriez-vous que ce modèle pourra fonctionner dans un futur proche ?

Le modèle de l'économie de marché à caractère social dépend d'un très grand nombre de conditions préalables. Il a surtout besoin d'institutions fonctionnelles. Or, ces dernières n'existent pas dans de très nombreux pays - ou elles y sont fragiles. L'honnêteté me commande donc de répondre que propager ce modèle est difficile. La phase de l'économie sociale de marché qui a apporté une distribution relativement satisfaisante de la prospérité est déjà de l'histoire ancienne dans l'hémisphère nord aussi. En parallèle, nous continuons de suggérer dans la coopération au développement qu'elle serait le modèle auquel il faudrait aspirer. Ce qu'il faut, ce sont de nouveaux modèles de travail. Et les réflexions manquent cruellement sur ce thème, au Nord comme au Sud. Quelles formes de travail voulons-nous développer avec la numérisation et la sécurité décroissante des emplois ? Nous parlons

également ici de risques économiques individuels très disparates : lorsque quelqu'un fonde une société chez nous, il existe des piliers systémiques solides, des assurances, le droit privé, etc., qui veillent à ce que personne ne mette sa vie en péril si sa société capote. Dans l'hémisphère sud, quand on devient indépendant et décide, au Laos par exemple, de ne plus planter que telle ou telle variété de café, ou telle ou telle variété de patate douce au Rwanda, on risque littéralement sa vie. C'est aussi une forme d'inégalité entre le Nord et le Sud.

Dans ces contextes, la sociologue Saskia Sassen ne parle plus du tout d'inégalité mais d'éviction – et elle se réfère à des développements dans des sociétés industrialisées. La personne qui est exclue du système n'a plus de structures susceptibles de la rattraper ou de l'épauler.

C'est donc l'exact contraire d'un des slogans de l'Agenda 2030, à savoir « ne laisser personne sur le carreau » (leave no one behind) ...

Tout à fait. Naomi Klein parle de « sacrifice zones » dans le contexte écologique – des zones géographiques, écologiques ou sociales sacrifiées sur l'autel du capitalisme financier qui engloutit tout.

Que devons-nous faire ?

Le travail est très précieux et c'est un des mécanismes centraux permettant de veiller à davantage d'équité. Dans son livre « Give a man a fish », l'anthropologue James Ferguson plaide pour ne plus penser dans les catégories usuelles du marché du travail régulant les rapports de travail, car celui-ci n'existe pas (ou plus) en général au sens classique, ou n'a jamais existé. Il s'agit là aussi de modèles de revenu de base. Il faudrait de ce fait également cesser d'imposer les revenus du travail pour centrer plutôt le système d'imposition sur le capital, les données et l'énergie. Les institutions multinationales reviennent sur le devant de la scène avec l'impôt sur le capital, même si dans l'intervalle nous pouvons nous retourner sur une histoire de 45 ans d'échec d'efforts politiques visant à introduire une taxe sur les transactions financières comme la taxe Tobin. Si nous voulons véritablement lutter contre l'inégalité, nous devons absolument nous poser sérieusement les questions systémiques. Mais pour ce faire, la volonté politique est bien évidemment requise.



**Plateforme
Agenda
2030**

La « **Plateforme Agenda 2030** » – qui regroupe près de 40 acteurs de la société civile suisse œuvrant dans la coopération au développement, la protection de l'environnement, le domaine du genre, la paix et la gestion durable, ainsi que des syndicats – **a formulé dix recommandations** dans la perspective de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 à l'intention des milieux politiques suisses. Ces recommandations figurent sur le site Internet de la plateforme. www.plattformagenda2030.ch

La mise en œuvre de l'Agenda 2030 – cette Constitution pour une « politique intérieure mondiale » – est un casse-tête organisationnel. Elle donne donc du fil à retordre (également) à la Suisse. Qui doit assumer cette tâche au sein de l'administration ? Et quelles sont les compétences requises ? **Sara Frey et Daniel Hitzig**

Le développement durable au cœur du pouvoir ?

La communauté internationale a réussi à s'entendre sur 17 objectifs et 169 sous-objectifs de développement durable à l'échelle planétaire (ODD). Le catalogue dresse ainsi une liste de domaines aussi disparates que la protection de la biodiversité, la régulation des marchés financiers ou l'égalité entre les sexes. Un examen attentif des ODD laisse apparaître que certains d'entre eux s'influencent ou se renforcent mutuellement, mais peuvent également se contredire. Il est par conséquent crucial que la mise en œuvre soit coordonnée par une instance aussi compétente et influente que possible. L'OCDE recommande d'implanter la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au cœur du gouvernement (« centre of government »).

Qu'en est-il en Suisse ? Le Conseil fédéral propose qu'une conférence des directeurs des offices fédéraux se charge de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Un organe conçu pour obtenir un consensus minimal donc, et rien de plus. Il est à prévoir que cette conférence de chefs de file fédéraux n'aura pas le leadership nécessaire, impliquant pouvoir, ressources humaines et financières (power, people and pennies), comme l'a fort justement décrit un ministre néerlandais.

Selon des sources de l'OCDE, plusieurs pays ont – au moins – une longueur d'avance sur la Suisse à cet égard :

- Le Mexique a institué un comité placé sous la direction du Président de la république ; cet organe intègre plusieurs ministères impliqués et a notamment la compétence de définir la manière d'évaluer les progrès et d'informer à ce sujet.
- La Tchéquie a créé un conseil du développement durable réunissant des comités thématiques, lesquels comptent des centaines d'experts. Il est dirigé par le Premier ministre et a aussi pour tâche de contrôler la mise en

œuvre de l'agenda 2030 en Tchéquie et par la Tchéquie (review and follow up).

- L'Allemagne a attribué la responsabilité de la mise en œuvre de l'agenda 2030 à un état-major de la Chancellerie, au cœur du pouvoir. Mais celle-ci n'intervient directement dans les processus politiques que dans des cas exceptionnels.
- Chaque système politique a ses spécificités et ses particularités et la mise en œuvre consécutive de l'Agenda 2030 lance un défi de taille à tous les États et à leurs systèmes gouvernementaux. Il est clair que la protection de la planète, l'obtention de la justice sociale et la viabilité financière de l'Agenda 2030 exigent de faire preuve de créativité.
- Le système politique suisse offrirait clairement la latitude nécessaire : la Chancellerie, comme interface du pouvoir, ou un délégué fédéral indépendant, homme ou femme, au bénéfice de pouvoirs étendus, sont deux pistes seulement qui auraient été plus prometteuses que la solution pour laquelle le Conseil fédéral a opté.

Pour Alliance Sud, l'instance responsable de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 doit avoir les compétences suivantes :

- Avoir la responsabilité de la mise en œuvre et du suivi de ses progrès et pouvoir informer à ce sujet.
- Avoir la capacité de détecter les conflits d'objectifs – notamment entre les départements – et d'en informer de façon appropriée.
- Avoir le pouvoir de trancher en cas de conflits d'objectifs, dans le sens de la durabilité environnementale et de la justice sociale, autrement dit d'être à même de parvenir à la résolution du conflit.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



La responsabilité des multinationales suisses de respecter les droits humains et l'environnement est désormais un sujet débattu au cœur de la société. Le Parlement procède à un examen minutieux de l'initiative pour des multinationales responsables. Tribune de Peter Niggli.

Oui, il arrive que la Suisse bouge parfois !



Toujours plus d'entreprises sont prêtes à examiner régulièrement si, dans leurs activités à l'étranger, elles violent les droits humains ou les standards environnementaux. Photo : Peter Klaunzer/Keystone

Toute euphorie serait prématurée. Mais ce fut pourtant une belle surprise que la Commission des affaires juridiques du Conseil national examine en toute indépendance d'esprit et avec flexibilité l'initiative pour des multinationales responsables. Surprenant aussi que le conseiller national UDC Hans-Ueli Vogt, un spécialiste de la gouvernance d'entreprise et du droit des sociétés, ait repris des revendications majeures de l'initiative dans la révision en cours du droit des sociétés et formulé de la sorte un véritable contre-projet. Nous avons, voilà quelques mois, croisé le fer avec Vogt dans des débats à ce sujet. Son professionnalisme a de toute évidence pris le pas sur le personnage politique, ce qui exige beaucoup de courage dans le groupe démocratique et centralisé de l'UDC. La NZZ s'irritait déjà de la possibilité que le contre-projet fasse triompher les auteurs de l'initiative sans votation populaire.

Mais on en n'est pas encore là. Nul ne sait si le contre-projet sortira sans concessions substantielles de la procédure d'élimination des divergences devant les deux Chambres et s'il méritera toujours d'être pris en considération par les auteurs de l'initiative. Quoi qu'il en soit, la centaine d'organisations de la société civile soutenant l'initiative se prépare avec toute l'énergie nécessaire et sur fond d'approbation croissante à la campagne de votation : pour l'initiative, ou pour un bon contre-projet, car il est possible que ses opposants viscéraux veuillent aussi faire capoter ce contre-projet par le biais d'un référendum. Toutes les organisations qui soutiennent l'initiative ont leurs propres expériences de comportements illégitimes de multinationales suisses : les syndicats ont été confrontés au mépris des droits des travailleurs en Amérique latine et en Asie, les organisations de développement et de défense des droits

humains à des violations de ces droits par des sociétés du secteur minier et du négoce de matières premières dans tous les pays riches en ressources, les organisations de défense de l'environnement à des préjudices environnementaux causés par des multinationales partout où un contrôle est inopérant et où les droits de la population sont fragiles.

Economiesuisse et SwissHoldings, l'association des multinationales, font depuis des années obstacle à toute réglementation juridique de leurs obligations en matière de droits humains – une attitude que le Conseil fédéral a docilement reprise. Le lancement de l'initiative a donc d'abord suscité un certain scepticisme dans plusieurs organisations de développement. Comment faire triompher une initiative populaire face à la résistance de toutes les organisations économiques et à leur puissance financière ? Aucune entreprise ne semblait à l'époque disposée à défendre l'initiative.

Mais le vent a tourné

Bien sûr, les états-majors d'Economiesuisse et de SwissHoldings n'ont à l'époque pas demandé à leurs entreprises et associations affiliées si elles refusaient en bloc les revendications de l'initiative. Depuis lors, certaines d'entre elles et le Groupement des entreprises multinationales (GEM) l'approuvent explicitement, ou soutiennent un contre-projet substantiel. Elles ne veulent pas d'une campagne de votation qui leur demanderait de s'aligner comme des moutons derrière la direction de l'association et de se prononcer contre le respect des droits humains et la protection de l'environnement.

Le noyau dur des opposants affirme qu'il n'y a aucune nécessité d'agir, car les entreprises actives à l'échelle planétaire respectent volontairement et

Les étapes d'un parcours sinueux.

Juin 2011 : adoption des Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme par le Conseil des droits de l'homme à Genève.

Juin 2012 : Postulat 12.3503 demande au CF de soumettre un Plan d'action national visant à appliquer en Suisse les Principes directeurs de l'ONU (« Stratégie Ruggie »).

Juin 2012 : Pétition « Droit sans frontières » (135 000 signatures) : demande au CF

et au Parlement de légiférer pour que les multinationales suisses respectent les droits humains et l'environnement partout dans le monde et que les victimes de violations puissent accéder à la justice en Suisse.

Novembre 2014 : Le Conseil des Etats accepte le postulat de la CPE sur l'accès à la justice (14.3663) (en réponse à la pétition « Droit sans frontières »). Ce rapport n'a pas encore été publié.

Mars 2015 : Rejet de la motion 14.3671 de la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N) demandant l'ancrage dans la loi d'un devoir de diligence raisonnable des entreprises en matière de droits humains et d'environnement. Motion acceptée dans un premier temps par 91 voix contre 90. Nouveau vote, suite à l'intervention des lobbies économiques : 95 non contre 86 oui.

Avril 2015 : Lancement de l'initiative pour des multinationales responsables par 66

sans contrainte les droits humains, prennent soin de l'environnement et s'en tiennent partout aux lois nationales. Quelques « moutons noirs isolés » ne doivent pas faire endosser aux autres une sorte de « responsabilité collective », dicit la NZZ, laquelle ajoute que les entreprises « ne sont pas des bandits ».

Mais ce sont justement les « moutons noirs » ou les « bandits » qui provoquent l'émoi parmi les entreprises raisonnables en même temps que la sympathie grandissante de l'opinion publique pour l'initiative. De nouveaux cas de violations des droits humains d'employés et de la population locale de pays pauvres par des multinationales suisses apparaissent non pas de manière isolée mais régulière. Les « moutons noirs » causent un sérieux problème de réputation aux « moutons blancs ». Leurs agissements placent « des entreprises exemplaires (...), en les discréditant dans une responsabilité collective », comme l'a résumé Klaus Leisinger, l'ancien président de la Fondation Novartis. Et ces moutons noirs donnent des raisons supplémentaires de douter de « l'exemplarité » de sociétés prétendant s'engager « volontairement », sans contrôle officiel, à respecter les droits humains.

Non sans raison. Les règles de conduite et accords sur la base desquels des multinationales s'engagent à respecter les droits humains et l'environnement ont tous vu le jour pour éviter une réglementation légale, internationale et nationale, de leurs devoirs. L'accord « volontaire » majeur en la matière est le Pacte mondial de l'ONU remontant à l'an 2000. Il regroupe un cinquième seulement de l'ensemble des 45 000 multinationales de la planète. 118 entreprises suisses, en tout et pour tout, y ont adhéré ; une maigre participation, si l'on

songe que le Conseil fédéral ne ménage pas ses efforts pour tenter de motiver depuis quelques années les entreprises à agir sur une base volontaire. Des dix plus grandes entreprises suisses en termes de chiffre d'affaires, seules quatre sont membres du Pacte mondial, dont deux multinationales du commerce des matières premières en butte à des problèmes d'image : Glencore et Trafigura.

Il faut bien reconnaître que certaines sociétés s'efforcent de mettre en place sur une base volontaire une politique des droits humains à l'échelle globale. Mais il faut voir aussi qu'après vingt ans au moins de responsabilité sociale des entreprises (RSE), les résultats obtenus sont très minces. Depuis peu, avec des groupes d'investisseurs, le Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme publie un classement des entreprises en matière de droits humains, le Corporate Human Rights Benchmark. Le premier rapport d'avril 2018 sur celles suivant une sorte de politique des droits humains constate : « The average performer is a poor performer ». Dans moins de la moitié des entreprises, la direction assumerait un rôle de leader dans cette politique. Et l'accès à des dommages-intérêts ou à la réparation de dommages serait le maillon faible des efforts menés par toutes les entreprises examinées.

L'initiative pour des multinationales responsables et, pour une bonne part, le contre-projet, combleraient un tel déficit.



Peter Niggli est membre du comité de l'initiative pour des multinationales responsables. Il a dirigé Alliance Sud jusqu'à la mi-2015.

Photo : Daniel Rihs/13 Photo

(CAJ-E) adopte une Initiative parlementaire 17.498 comme contre-projet indirect à l'initiative.

11 décembre 2017 : la CAJ-N refuse par 14 voix contre 11 de donner suite à l'initiative parlementaire réclamant un contre-projet indirect déposée par la CAJ-E. Ce refus est imputable au lobbying intensif mené par Economiesuisse.

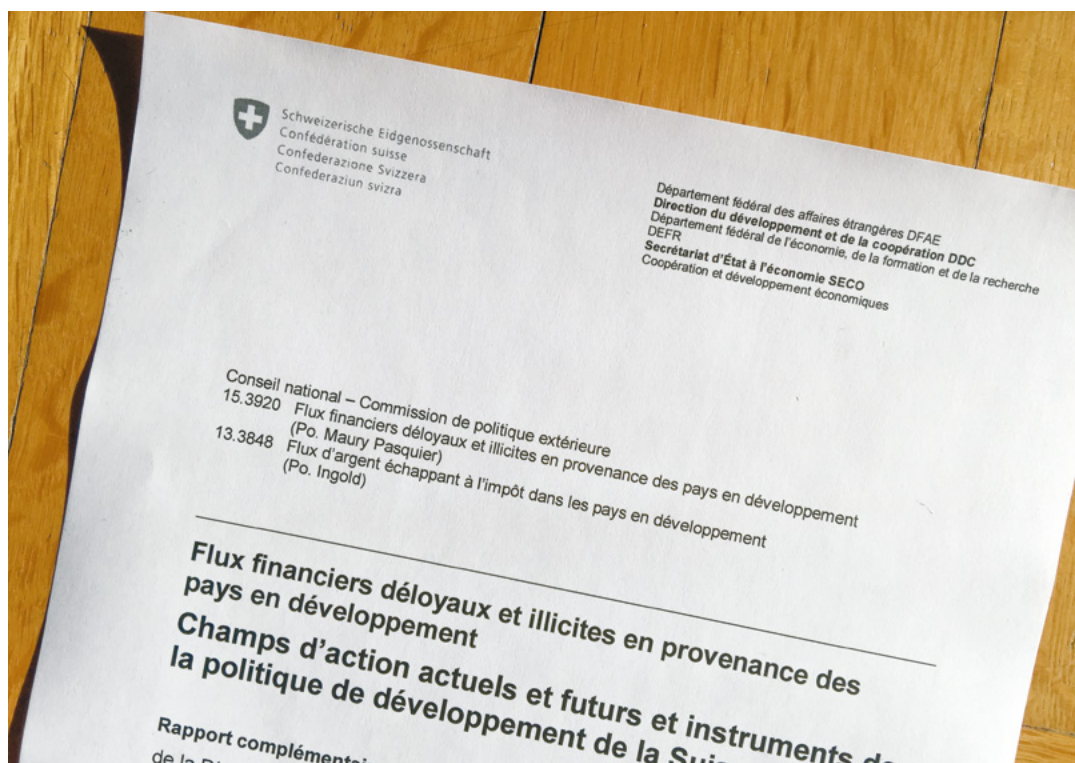
20 avril-4 mai 2018 : Dans le cadre de la révision du droit de la société anonyme, la CAJ-N propose des mesures juridiques

contre les violations des droits humains et les atteintes aux standards environnementaux internationaux commises par des entreprises ayant leur siège en Suisse. La proposition de contre-projet indirect déposée par Karl Vogler (PDC/OW) et rédigée par Hans-Ueli Vogt (UDC/ZH) bénéficie du soutien du « Groupement des Entreprises Multinationales » (GEM), une association économique faîtière qui réunit 90 entreprises transnationales. Lors des débats, la CAJ-N a affaibli la proposition Vogler.

14 juin 2018 : discussion du contre-projet indirect au Conseil national.

Les flux financiers déloyaux accroissent les inégalités sociales et compromettent un développement durable. La politique conservatrice de la Suisse a longtemps ignoré cette réalité. Deux récentes études juridiques démontrent désormais la nécessité fondamentale d'agir dans ce domaine. Dominik Gross und Daniel Hitzig

Rediriger les flux



Les flux financiers illicites sont une pomme de discorde au sein de l'administration fédérale. La commission de politique extérieure du Conseil national n'était pas satisfaite de la première version d'un rapport et a exigé un rapport complémentaire. Photo : Daniel Hitzig

Le groupe de réflexion Global Financial Integrity (GFI) basé à Washington estime que les flux financiers déloyaux font perdre chaque année mille milliards de dollars aux pays en développement et aux économies émergentes. Selon une définition générale, désormais également adoptée par le Conseil fédéral, ces flux comprennent les capitaux issus du blanchiment d'argent et de la corruption - autrement dit les flux financiers illégaux - ainsi que les flux légaux provenant de la soustraction fiscale des personnes physiques et de l'évasion fiscale des personnes morales. Il s'agit donc essentiellement de fonds soustraits à des États qui en auraient un urgent besoin pour assurer un financement suffisant de l'éducation, de la santé, de la sécurité

sociale et des infrastructures. Pour financer les objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 de l'ONU, lequel vise notamment à vaincre la pauvreté d'ici à 2030, il faudrait disposer de 5 000 à 7 000 milliards de dollars par an à l'échelle planétaire. Pour comparaison : le volume actuel de la coopération au développement sur le plan global avoisine 160 milliards de dollars par an.

La responsabilité de la Suisse

Figurant parmi les plus importantes places financières du monde, avec la densité de sièges de multinationales la plus élevée par habitant, la Suisse joue un rôle très en vue dans la lutte contre les flux financiers déloyaux qui nuisent au développement.

Selon l'Association suisse des banquiers, notre pays a géré des fonds étrangers totalisant près de 3 000 milliards de francs en 2017, soit le quart de tous les fonds placés à l'étranger (« offshore ») dans le monde. 25 pourcent du commerce mondial des matières premières passe par la Suisse ; en 2016, d'après la statistique de la balance des paiements de la Banque nationale suisse (BNS), des sociétés suisses détenaient des participations de l'ordre de 1 008 milliards de francs dans des entreprises étrangères et des crédits intragroupes à hauteur de 547 milliards de francs. Ces chiffres en témoignent : le risque est grand que des multinationales utilisent leurs sièges suisses pour transférer des bénéfices du Sud vers le Nord et pratiquer ainsi une évasion fiscale sur le dos du fisc des pays en développement. Le Fonds monétaire international (FMI) estime que ces pratiques privent chaque année les pays de l'hémisphère sud d'un substrat fiscal potentiel allant jusqu'à 200 milliards de dollars.

Si le monde entend réaliser les objectifs de l'Agenda 2030 au cours des douze prochaines années, objectifs que la Suisse s'est également engagée à atteindre, elle doit pouvoir compter sur la collaboration constructive et proactive de la politique financière et fiscale de notre pays. Au cours de la dernière décennie, la Suisse s'est certes ouverte à de nombreux systèmes de régulation internationaux et applique désormais les normes minimales internationales dans ces domaines, après une opposition aussi longue que tenace. Mais pour l'heure, le Conseil fédéral et une majorité du Parlement n'ont donné quasiment aucune réponse à la question de savoir comment la Suisse entendait assumer sa responsabilité spécifique, comme place financière mondiale et site d'implantation majeur de multinationales, en vue de réaliser les ODD de l'ONU et de lutter adéquatement contre les flux financiers déloyaux.

Postulats, rapports et études.

Au Parlement, plusieurs auteurs de postulat ont exigé depuis 2013 d'examiner le thème des flux financiers déloyaux et de la fraude fiscale dommageables aux pays en développement. Le Secrétariat d'État aux questions financières internationales (SIF) a finalement rédigé un rapport sur cette question en octobre 2016. Il a souligné l'importance de la lutte contre les flux financiers déloyaux pour un développement durable de l'hémisphère sud et décrit la manière pour la Suisse de remplir ses engagements à ce niveau, au sein de l'OCDE et de l'ensemble de la coopération internationale



Le Professeur René Matteotti, Institut de droit de l'Université de Zurich. Photo : mäd

helvétique. Ledit rapport omet toutefois de recommander des démarches concrètes. Par la suite, la commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N) a exigé un rapport complémentaire que la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) ont présenté conjointement en mars 2018. Ce document met en avant l'engagement de la Suisse « sur le terrain », autrement dit dans les pays en développement, engagement qui doit s'inscrire dans le cadre de la coopération technique au développement du SECO et visant surtout à lutter contre la corruption et le blanchiment d'argent, ainsi qu'à instaurer la transparence des flux de capitaux dans le secteur des matières premières dans les pays de destination. Les deux rapports n'ont pas évalué la politique fiscale et financière helvétique en Suisse dans une perspective de cohérence des politiques pour le développement durable, ni l'impact de cette politique sur les pays du Sud.

Deux études juridiques que René Matteotti, professeur zurichois de droit fiscal suisse, européen et international et avocat de l'étude zurichoise Baker et McKenzie, et la spécialiste du droit fiscal international Sathi Meyer-Nandi, ont récemment publiées sur mandat de la DDC fournissent



Sathi Meyer-Nandi, chercheuse invitée au Global Tax Policy Center de l'Université de Vienne. Photo : mäd

désormais des bases importantes pour un futur débat sur la responsabilité globale de la place financière suisse. Dans son analyse, Matteotti se penche sur « l'intégration des pays en développement dans la politique suisse relative à la mise en œuvre de l'EAR [échange automatique de renseignements, réd.] et des mesures BEPS [base erosion and profit shifting, réd.] » et sonde les « défis et les champs d'action » dans ce contexte.¹ Matteotti indique clairement, dès le début, que les ODD « ne sauraient être atteints, selon la conviction de toutes les organisations internationales se penchant sur les questions de développement, que si les pays en développement tirent mieux parti de leur substrat fiscal. Un rôle clé revient donc à la politique fiscale dans la réalisation des ODD ». En comparaison avec le statu quo de la politique fiscale suisse, les recommandations de Matteotti visant à mettre en œuvre l'EAR avec des pays en développement s'avèrent des plus intéressantes. Il encourage la Suisse à mener des « projets pilotes en matière d'EAR » avec certains pays en développement qui ne profitent jusqu'à présent pas du système d'EAR avec la Suisse : « Des projets pilotes bilatéraux avec des États choisis sont une voie intéressante pour la Suisse en vue d'approfondir son engagement dans le développement

avec certains États. » Pour l'heure, ni la DDC, ni le SECO ni le SIF n'ont annoncé de pas concrets dans cette direction, même si d'autres pays de l'OCDE mènent déjà depuis plusieurs années de tels projets avec des États partenaires. Reste à espérer que les recommandations du professeur zurichois trouvent une oreille attentive dans la Berne fédérale.

Dans son étude intitulée « Swiss Policy Coherence in International Taxation : Global Trends in AEOI [= EAR] and BEPS in Development Assistance and a Swiss Way Forward »,² Sathi Meyer-Nandi va plus loin que Matteotti en termes de transparence des flux de capitaux. Elle incite la Suisse à envisager l'élaboration de rapports publics par les multinationales, autrement dit l'établissement de rapports par pays (Public Country-by-Country-Reporting, pCbCR). Dans l'optique du renforcement des sociétés civiles locales et de la mise en place de contrôles et d'équilibres (checks and balances) démocratiques dans le domaine de la politique fiscale, elle écrit : « Looking at the progressive development with regard to public CbCR in the EU, which will likely also effect Swiss headquartered companies with an EU presence, Switzerland should consider contemplating similar requirements. This would elevate Switzerland to being a progressive first adopter. From a development policy perspective, such move would be highly appreciated. » Une revendication politique de longue date du mouvement mondial pour la justice fiscale est donc désormais entrée dans le cadre conceptuel scientifique du droit fiscal international. A cet égard également, on est impatient de voir comment la Berne fédérale réagira à cet élargissement de l'horizon dans une des communautés de recherche les plus influentes sur le plan politique.

1 Integration der Entwicklungsländer in die schweizerische Politik zur Umsetzung des AIA und der BEPS-Massnahmen: Herausforderungen und Handlungsfelder, René Matteotti, Archives de droit fiscal suisse, ASA 86, 2017–2018.

2 L'étude est disponible dans le shareweb de la DDC sur inscription.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Hyper-globalisation, nationalisme autoritaire, politique intéressée et peu scrupuleuse tiennent le monde en haleine. Seule Cuba, un temps paradis perdu de la gauche, semble ne pas bouger. Même après la fin de la dynastie de Castro, la pénurie économique ne semble pas prendre fin. Isolda Agazzi

La Suisse devrait effacer sa dette cubaine



Dans les rues de la Havane, une vieille américaine attend, une fois de plus, d'être remise en état. Photo : Desmond Boylan/Reuters

Cuba a un besoin urgent de financements, notamment pour moderniser les infrastructures et augmenter la productivité agricole. Mais l'embargo américain l'empêche d'accéder aux institutions financières internationales. Et la Suisse ? Elle campe sur une dette de 47 millions CHF.

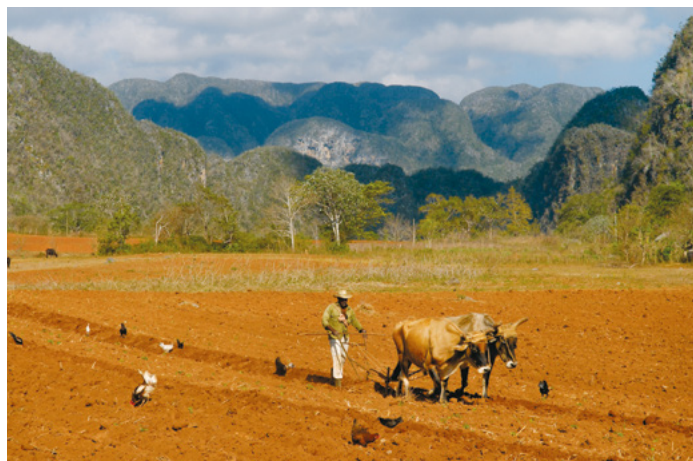
Le taxi qui devait nous amener de La Havane à Trinidad est tombé en panne. Rien d'étonnant vu le piteux état de la voiture, une américaine de 1954 repeinte et rafistolée jusqu'à l'os. Mais le propriétaire ne peut pas s'en acheter une autre : avec la rareté de l'offre et des droits de douane de près de 800%, les prix des voi-

tures sont prohibitifs. Après deux heures d'attente, nous finissons par dénicher un autre taxi collectif qui, pour la somme astronomique de 120 CUC (120 CHF) nous amènera à bon port. Sur l'autoroute à quatre voies, les voitures sont tellement rares que la voie de droite est empruntée par les vélos et les charrettes



Des rayons vides dans un magasin d'état, où la population se procure ses rations de riz, de farine, d'huile et de sucre. Photo : Jeroen Oerlemans/Panos

Cuba a un besoin urgent d'investissements pour moderniser son infrastructure et augmenter la productivité de son agriculture. Mais le pays n'a pas accès aux crédits à cause de l'embargo des Etats-Unis. Et la Suisse ? Elle insiste sur le remboursement d'une dette de CHF 47 millions.



Dans la Vallée de Viñales (province de Pinar del Rio, Cuba), qui appartient au patrimoine mondial de l'UNESCO, un paysan laboure son champ, tout en nourrissant ses poules. Photo : Isolda Agazzi

à cheval. Sous les ponts, à l'abri du soleil, des gens attendent patiemment le passage d'un moyen de transport, quel qu'il soit. « Je ne suis jamais allée à Trinidad, c'est trop cher ! », nous déclare une habitante de La Havane. En effet, 120 CUC, c'est quatre fois le salaire (officiel) mensuel. Le train est en si mauvais état que même les Cubains ne le prennent pas. Quant aux bus touristiques, ils restent à des prix prohibitifs pour les locaux. On l'aura compris : le transport est l'un des principaux problèmes de Cuba.

C'est donc avec une certaine fierté que la française SNCF (Société nationale des chemins de fer) annonçait début

avril avoir obtenu 5,5 millions d'euros de l'Agence française de Développement pour moderniser le réseau ferroviaire cubain. D'où vient l'argent ? De l'effacement presque complet de la dette cubaine de la France. En décembre 2015, Cuba a obtenu une réduction de 80% de sa dette par le Club de Paris, qui regroupe les principaux créanciers. Dont la Suisse, qui a rééchelonné une vieille dette et renoncé à ses intérêts de retard. En 2016, François Hollande a fait un pas supplémentaire en reconvertissant une partie de la dette cubaine envers la France en un fonds de contrepartie, doté de 212 millions d'euros et destiné à finan-

cer des projets de développement. Beaucoup d'autres pays ont aussi effacé entièrement ou presque leur dette cubaine.

Pas la Suisse. Cuba lui doit 47,3 millions CHF sur 18 ans, rubis sur ongle. Ce alors même qu'en 1997 Berne annonçait avoir effacé toute sa dette publique bilatérale envers les pays d'Amérique latine et l'avoir remplacée par un fonds de contrepartie.

Le salut par les petits paysans

Certains objecteront que 47,3 millions CHF, ce n'est pas une somme faramineuse... Pour un pays comme Cuba, c'est pourtant relativement important et cela

représente quatre ans du budget de la coopération suisse. La DDC soutient notamment la valorisation de la production agricole locale. Car l'alimentation, c'est un autre grand problème à Cuba.

« Regardez ce paysage, comme c'est authentique ! » s'exclame notre guide, nous montrant les plaines autour de Vinales, où les paysans labourent les champs à l'aide de charrues tirées par des bœufs. Si les Cubains ont vite compris ce qui charme l'œil du visiteur étranger, cette agriculture est peu motorisée, même dans cette région de l'ouest du pays où pousse le meilleur tabac du monde. Si bien que, malgré des terres abondantes, Cuba importe 80% de la nourriture, qui est rare et donc très chère.

En 2000, Olivier Berthoud a ouvert le premier bureau de la DDC à Cuba. La Suisse s'est concentrée sur les petits paysans qui, contrairement à ce qui s'était passé en Union Soviétique, n'avaient pas été expropriés par la révolution de 1959. Cependant, la réforme agraire avait promu une agriculture d'Etat industrielle et hautement motorisée pour le marché du bloc soviétique. « A la chute de l'URSS, en 1991, l'agriculture d'Etat s'est effondrée et le secteur des petits paysans (150 000 familles) a pris une place prépondérante dans la production alimentaire, nous explique le coopérant à la retraite. Mais la commercialisation de la production et l'accès aux intrants étaient et restent contrôlés par l'Etat. Aujourd'hui encore, le potentiel de l'agriculture paysanne n'est de loin pas entièrement exploité, principalement pour des considérations idéologiques, car on veut freiner le risque d'enrichissement des paysans et des intermédiaires. » Un producteur de tabac de Vinales nous expliquait en effet devoir vendre 90% de sa production à l'Etat.

Investissements étrangers dirigés

Aujourd'hui, Cuba cherche à attirer les investisseurs étrangers. La Chambre de commerce Suisse – Cuba compte une cinquantaine de membres, dont 80%

font déjà du commerce avec l'île, même si les relations commerciales bilatérales sont très modestes : en 2017, la Suisse a importé pour 38 mio. CHF et exporté pour 21 mio. Mais les investissements suisses sur place sont presque inexistant, à l'exception notable de Nestlé. Plusieurs entrepreneurs suisses sont en train d'évaluer la possibilité d'investir dans le tourisme et l'agriculture. « Il y a trois ou quatre ans, avec la nouvelle approche amorcée par Barack Obama, il y a eu beaucoup d'enthousiasme, mais les Cubains ont leurs propres plans. Cuba est peut-être le seul pays au monde qui a développé des lignes directrices pour les investissements étrangers et si vous n'y entrez pas, vous avez moins de chances de succès », nous explique Andreas Winkler, le directeur.

En effet, dans le catalogue d'opportunités publié en avril 2018, le gouvernement cubain montre qu'ils a les idées très claires: les investissements étrangers doivent servir à la substitution des importations, la création d'emplois, le transfert de technologies et de savoir-faire et l'introduction de nouvelles méthodes de gestion. Le gouvernement se réserve le droit de fixer un salaire minimum, mais les travailleurs vont toucher plus – sans la possibilité de faire grève, ajouterons-nous, puisqu'elle est interdite de fait, si ce n'est de jure. Du point

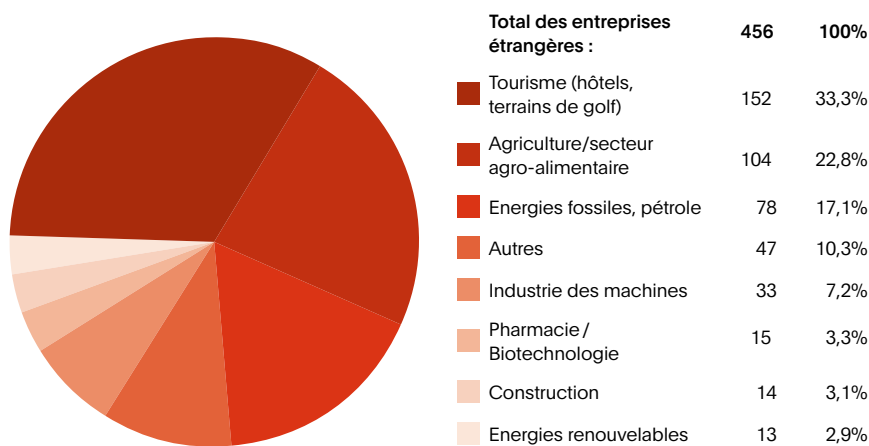
de vue de la politique de développement, cela fait du sens, mais quand on y regarde de plus près, on constate que sur 456 opportunités d'investissement, les secteurs les plus sollicités sont les suivants : Cf. graphique ci-dessous.

Financement étrangers difficiles

Evidemment, l'embargo américain handicape lourdement le développement économique de l'île. Il interdit la plupart des importations et exportations entre les Etats-Unis et Cuba et les voyages des Américains. Il interdit aussi à tout bateau de charger et de décharger aux Etats-Unis, s'il a fait du commerce avec Cuba pendant les six derniers mois. Cuba estime que cela lui a coûté 753,69 milliards USD depuis 1962. Chaque année, l'ONU vote une résolution à la quasi-unanimité pour condamner cet embargo.

« Nous devons normaliser nos relations commerciales avec Cuba. Si nous le faisons, il n'y aura plus de raison de conserver l'embargo », nous déclare Michael Parmly, représentant des intérêts américains à Cuba de 2005 à 2008. « Dans ce pays l'infrastructure tombe en ruine. Mais qui va moderniser les ports, les routes et la fourniture d'eau potable ? La Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement n'octroient pas de financements à

Peu d'investissements étrangers à Cuba





Hugo Chavez – à côté de l'omniprésent Che Guavara – livrait du pétrole à Cuba. Depuis le déclin du Venezuela, Cuba a intensifié ses recherches pour trouver des réserves pétrolières sur son territoire. Photo : Isolda Agazzi

Cuba car elles sont contrôlées par les Etats-Unis et ceux-ci posent leurs conditions. C'est très regrettable. »

Alors, quel avenir pour Cuba, qui vient (presque) de tourner la page du

castrisme ? « Plusieurs forces sont en concurrence à l'interne », analyse Olivier Berthoud. « Bien qu'ils soient en voie de disparition, certains hauts cadres de la vieille garde socialiste freinent

encore les réformes économiques de Raul Castro, de même que des bureaucrates de base, qui se sentent directement menacés par ces réformes. L'armée est très puissante car elle contrôle des secteurs clé comme le tourisme et les importations, mais elle pourrait retourner sa veste selon ses intérêts. Les petits entrepreneurs, autorisés depuis quelques années sous de multiples conditions et contraintes, sont en rupture avec le système. Les jeunes, qui n'ont pas vécu la Révolution, partent dès qu'ils le peuvent. Et des intellectuels tentent d'imaginer une sortie qui préserverait les acquis sociaux et la souveraineté nationale, tout en dynamisant l'économie et en démocratisant les institutions. »

Une chose est sûre : le 1er janvier 2019, Cuba va fêter le 60ème anniversaire de la Révolution. La Suisse pourrait lui faire un beau cadeau en effaçant sa dette.

Annonce

150 ANS **R** OFFRE 150 ANS

ABO WEB 150.- au lieu de 229.-*
(web + semaine pdf)

ABO COMBI 200.- au lieu de 299.-*
(web + semaine pdf + week-end papier)

ABONNEZ-VOUS!

S'abonner au *Courrier* c'est promouvoir un journalisme humaniste et indépendant.

lecourrier.ch/abo, abo@lecourrier.ch



* Pour tout nouvel abonnement conclu en 2018.

TOUR D'HORIZON

Le Conseil fédéral ne veut pas d'un « Monsieur Agenda 2030 » ni d'un « surveillant des ODD » (lire en page 13). Dans ses fonctions d'ambassadeur responsable depuis l'automne 2012 de conduire l'Agenda 2030 de la Suisse au plan international, **Michael Gerber** (Photo) a fait son devoir et peut s'en aller. De ses activités consacrées à l'Agenda 2030 et aux ODD, Gerber dit qu'elles ont été la période la plus captivante et la plus créative de sa



carrière professionnelle jusqu'ici, notamment parce que la Suisse a pu largement contribuer aux ODD dans le cadre

des négociations interétatiques. Mais il ne se fait aucune illusion : « Les défis restent de taille pour atteindre effectivement ces objectifs ambitieux d'ici 2030 à l'échelle du globe. » Gerber quitte le DFAE pour le DFJP et, au sein du Secrétariat d'État aux migrations (SEM), prendra la direction de la Division « Dublin, séjour et réinstallation » devenue une unité politique à la faveur de la réforme actuelle de l'asile.

À l'Eper, le niveau de la conduite stratégique a été repourvu dans la foulée de celui de la conduite opérationnelle. **Walter Schmid** (Photo) a



succédé à **Claude Ruey** comme président du Conseil de fondation. Schmid a déjà fait partie du Conseil de fondation

de l'Eper entre 2006 et 2013. Le grand public connaît surtout ce juriste comme président (de 1999 à 2014) de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS). La nouvelle stratégie de l'Eper à l'étranger mettra un accent plus fort sur les questions des droits de propriété, en plus de la couverture des besoins vitaux, de la lutte contre la pauvreté et de l'autodétermination. Par ailleurs, l'aide humanitaire urgente et adaptée aux besoins reste une priorité, en cas de catastrophes naturelles et de conflits armés.

Le président de Swissholdings **Felix Ehrat** (Photo) a quitté sans gloire la direction de Novartis. Le responsable



juridique du géant bâlois de la pharma a trébuché sur un contrat de lobbying contesté, de 1,2 million USD, passé

avec l'ancien avocat de Donald Trump, **Michael Cohen**. « Ce contrat, même s'il ne peut pas être remis en cause d'un point de vue juridique, était une erreur », dit Ehrat, cité dans la NZZ. Shannon Thyme Klinger prend sa succession. Elle évolue dans les sphères dirigeantes de Novartis depuis mars 2018 déjà, comme responsable éthique, risques et conformité. Honni soit qui mal y pense.

Mouvements de cadres à la Direction du développement et de la coopération (DDC) : **Manuel Bessler**, délégué du Conseil fédéral à l'aide humanitaire et du Corps suisse d'aide humanitaire



(CSA), et vice-directeur de la DDC, devient suppléant du chef de la DDC **Manuel Sager**.

Simone Giger (Photo), précédemment coordinatrice-pays en Moldavie, prend la tête de la Division Programme global Changement climatique et Environnement de la DDC. Son prédécesseur **Markus Reisle** rejoint la Mission suisse à l'ONU, à New York. Il y retrouvera notamment **Dominique Favre** comme nouveau chef de mission suppléant. Favre y dirigeait jusque-là la délégation suisse



auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). **Corinne Cicéron**

Bühler (Photo) a été élue nouvelle responsable de la Direction du droit international public (DDIP) – la « conscience juridique de la Suisse », selon le Conseiller fédéral **Ignazio Cassis** – et conseillère juridique du Département fédéral des affaires étrangères. Elle reprend cette fonction du Secrétaire d'État **Roberto**

Balzaretti, lequel conduit depuis janvier les négociations avec l'UE.

Après 21 ans d'engagement pour une gestion d'entreprise responsable, **Dominique Biedermann** a remis son mandat de président de la Fondation Ethos. Il était le dernier représentant de la génération fondatrice. Son successeur, l'ancien conseiller national **Rudolf Rechsteiner** (Photo), dit à propos de Biedermann : « Ce qu'il a fait est exceptionnel. Avec Ethos, le fonds Ethos de développement durable et responsable, le dialogue avec les actionnaires et les demandes adressées à leurs assemblées, il a écrit plusieurs pages de l'histoire économique suisse. » Et Rechsteiner, également président du



Conseil de fondation de Swissaid, de poursuivre sur ses propres objectifs : « Je tiens beaucoup à entretenir les valeurs

d'Ethos et à garantir la continuité de l'institution. La question de la bonne gouvernance d'entreprise et des pratiques d'excellence (best practices) d'une branche se pose jour après jour. Les entreprises se font concurrence et sont par ailleurs les principaux acteurs de l'économie. Elles participent à la conception du monde de demain en améliorant leurs produits, en examinant avec soin toute la chaîne de valeur dans leurs décisions d'achat, en veillant à une perspective à long terme et en produisant des innovations. Pour les entreprises et les investisseurs, le défi majeur est aujourd'hui le réchauffement climatique. Les entreprises peuvent faire beaucoup pour réduire les émissions de CO2 et les risques y afférents. Les potentialités des énergies renouvelables sont encore beaucoup trop peu connues, sinon tout irait plus vite dans ce domaine. »

Les bibliothèques : un moteur pour le changement

L'agenda 2030 est l'affaire de tous ! Durant plus de trois ans, la Fédération internationale des associations de bibliothèques (IFLA) s'est engagée dans la discussion mondiale sur les objectifs du développement durable (ODD) à l'ONU. S'appuyant sur la Déclaration de Lyon, qu'Alliance Sud InfoDoc a également signée l'IFLA a fait valoir l'importance de l'accès à l'information, aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et à l'apprentissage tout au long de la vie dans tous les domaines du développement. De là, elle a plaidé la nécessité d'explicitier ce fait dans le texte des ODD.

Finalement, garantir l'accès à l'information a même été reconnu comme un ODD en soi :

« 16.10 Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux. »

De plus, la formulation des ODD permet d'inférer la nécessité de l'accès à l'information comme un moyen d'atteindre plusieurs autres objectifs.

Forte de ce succès, l'IFLA a invité chaque association nationale de bibliothèques à promouvoir ses institutions en tant que partenaires du gouvernement, signataire de l'Agenda 2030, pour le soutenir dans le travail de mise en œuvre. Ce faisant, les bibliothèques mettent en avant le travail qu'elles réalisent déjà pour le développement durable, c'est-à-dire pour l'inclusion de tous et toutes dans la société de l'infor-

mation ; l'apprentissage tout au long de la vie ; la mise à la disposition des infrastructures TIC ; l'accès à la connaissance et à la recherche ; le soutien à l'exercice informé des droits civiques ; à l'innovation ; à la bonne gouvernance, etc.

L'IFLA compte sur cette visibilité nouvelle pour changer l'image parfois vieillotte de ces institutions et leur permettre de renforcer leur présence plus que jamais nécessaire dans la société de l'information. Les associations françaises ont mis en place un projet exemplaire. En Suisse, un groupe de travail de l'association suisse BIS développe actuellement un projet qui sera dévoilé lors du Congrès national de l'association fin août 2018.

Enfin, l'IFLA participe également à l'effort mondial de vérification des progrès du développement durable. Le rapport DA2I fera régulièrement état de ces développements, en termes d'accès à l'information. De son côté, la « Library map of the world » recense les bibliothèques du monde entier et récolte des témoignages sur des actions-types « Agenda 2030 ».

Il doit devenir évident aux yeux de tous que s'appuyer sur le réseau dense des bibliothèques et renforcer leurs moyens d'action partout dans le monde est déjà un pas décisif vers la réalisation des ODD. Aux associations nationales de s'engager maintenant, pour le développement durable et pour les bibliothèques !

La revue de presse en ligne d'InfoDoc

Il n'a jamais été aussi facile d'accéder à une centaine de sources d'information et à une sélection d'articles abordant les thèmes de politique de développement absents de la presse mainstream. Ceci, grâce au travail de fourmi que les six documentalistes d'Alliance Sud effectuent pour vous au quotidien : le tout, en accès libre ! Novethics, Farmlandgrab, Slate,



The Conversation, Alterinfos, Orient XXI, Diploweb ne sont que quelques exemples de portails en ligne

diffusant gratuitement une information alternative de qualité. Un nouveau modèle d'information qu'InfoDoc suit au jour le jour pour en sélectionner les articles pertinents, classés par thèmes sur le portail documentaire d'Alliance Sud. Ce ne sont pas moins de 250 thèmes qui vous sont proposés, couvrant tous les grands enjeux du développement : de l'agriculture à l'industrie, en passant par les entreprises et droits humains, l'éducation, le climat, les migrations, etc. Vous pouvez choisir les thèmes qui vous intéressent en particulier, en paramétrant le filtre de votre recherche.

Plus d'info :

www.alliancesud.ch/fr/infodoc



Les ODD, de manière ludique.

Les objectifs de développement durable (en anglais Sustainable Development Goals, SDGs) sont tout autre qu'un jeu d'enfants, mais en parler à ses amis ou en famille amène à des discussions passionnantes. Sustainable Development Geek est un jeu de cartes - qui se base sur les 17 objectifs de l'agenda 2030 - qui remet en question les idées préconçues et ouvre de nouvelles perspectives. Il est possible d'y jouer à deux déjà dans des variantes différentes et est également adapté pour les classes d'école et la modération de plus grands événements. Petit échantillon tiré des 106 questions :

Combien de temps, en moyenne, les réfugiés vivent-ils au bénéfice du statut de réfugié ?

A – 9 ans

B – 17 ans

Quel pays a le taux d'homicide le plus élevé ?

A – Brésil

B – USA

Quel est le taux d'illettrisme de la population suisse entre 16 et 65 ans, soit des personnes qui, bien qu'ayant appris à lire et à écrire, ne sont pas capables de comprendre un texte simple.

A – 2 pourcent

B – 16 pourcent

Les réponses accompagnées d'explications détaillées se trouvent au verso des cartes. Les personnes qui souhaitent connaître les réponses aux questions ci-dessus ou commander gratuitement le jeu Sustainable Development Geek, peuvent d'adresser à sdgeek@eda.admin.ch. Le jeu est disponible en français, allemand, italien et anglais. DH



AGENDA DES ÉVÉNEMENTS

A Lausanne

Av. De Cour 1

Midi-film : « Au diapason de la diaspora »

13.9.2018, 12h15

Conférence : Migration et développement, des révélateurs du monde actuel ?

18.10.2018, 18h30

Exposition : « Au-delà des frontières : migrations et différences »

18.10. – 21.12.2018

Midi-film : « Qui veut gagner des migrants ? »

15.11.2018, 12h15

A Berne

Monbijoustrasse 29

Dok-Film: «Wir Mitbürgerinnen»

20.9.2018, 18h15

Ausstellung: «Grenzen überschreiten: Migration und Verschiedenheit»

18.10 – 21.12.2018

Spoken Word-Performance:

«mittendrin und ausgeschlossen»

25.10.2018, 18h15

FAITS ET CHIFFRES

Répartition de la fortune globale



1,0%

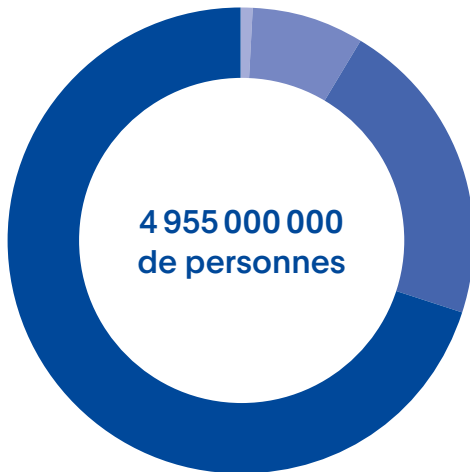
de la population possède

50,1%

de la richesse totale
des ménages
privés dans le monde.

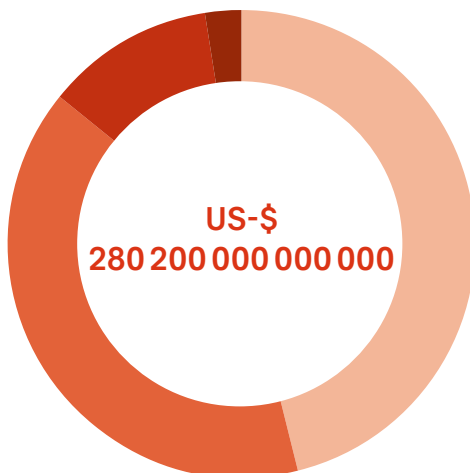
Fortune individuelle

Nombre de personnes adultes de la population mondiale



| Fortune en dollars US | | Nombre de personnes |
|----------------------------|-------|---------------------|
| Plus d'1 million | 0,7% | 36 millions |
| Entre 100 000 et 1 million | 7,9% | 391 millions |
| Entre 10 000 et 100 000 | 21,3% | 1 054 millions |
| En dessous de 10 000 | 70,1% | 3 474 millions |

Part à la fortune mondiale



| Fortune en dollars US | | Part à la fortune mondiale |
|----------------------------|-------|----------------------------|
| Plus d'1 million | 45,9% | 128,7 billions |
| Entre 100 000 et 1 million | 39,7% | 111,4 billions |
| Entre 10 000 et 100 000 | 11,6% | 32,5 billions |
| En dessous de 10 000 | 2,7% | 7,6 billions |

Source: Oxfam, Credit Suisse Global Wealth Databook